

# Convention tarifaire relative aux prestations de technique dentaire

entre

**l'Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse,**  
(ci-après «l'ALPDS»)

**la Société suisse des médecins-dentistes SSO**  
(ci-après «la SSO»)  
(dénommées ci-après ensemble «les associations») et

**les assureurs conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents,**  
représentés par la

**Commission des tarifs médicaux LAA (CTM),**

**l'assurance militaire (AM),**  
représentées par la

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva),  
division assurance militaire,**

**l'assurance-invalidité (AI),**  
représentée par

**l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)**  
(dénommés ci-après ensemble «les assureurs»)

Toutes les désignations de personnes sont valables pour les deux sexes.  
La version allemande fait foi.

---

## **1. Objet**

Par le biais de la présente convention, les parties conviennent de la rémunération des prestations de technique dentaire.

Ce document repose sur les objectifs principaux suivants:

- Garantir une prise en charge de qualité des assurés;
- Permettre aux médecins-dentistes de choisir librement un laboratoire de prothèse dentaire;
- Assurer une parfaite transparence au moyen de la déclaration d'origine des travaux/matériaux de technique dentaire;
- Garantir la qualité des travaux de technique dentaire;
- Rémunérer les travaux de technique dentaire en prenant en compte les coûts de fabrication

## **2. Bases légales**

Les dispositions de la LAA (art. 56), de la LAI (art. 27) et de la LAM (art. 26) constituent la base de la présente convention. Celles-ci s'appliquent à la fourniture de prestations, notamment en matière de principes de transparence, d'efficacité, d'adéquation et de rentabilité du traitement.

## **3. Éléments du contrat**

Les annexes ci-dessous font partie intégrante de la présente convention; à l'exception de l'annexe 2, toutes peuvent être modifiées par une décision écrite de l'organe compétent.

Annexe 1: Définition «Fabrication en Suisse»

Annexe 2: Convention relative à la valeur de point tarifaire

Annexe 3: Convention relative à la Commission tarifaire commune (CT)

Annexe 4: Convention relative à l'assurance qualité

Annexe 5: Nomenclature tarifaire/catalogue de prestations

Annexe 6: Convention relative au décompte structuré des prestations et à la transmission électronique des données

Annexe 7: Convention relative aux cotisations des non-membres de l'ALPDS

## **4. Champ d'application**

La présente convention tarifaire s'applique aux prestations de technique dentaire fournies dans le cadre du traitement des personnes assurées selon la LAA ainsi que des personnes assurées par l'assurance militaire et l'AI.

## **5. Exigences vis-à-vis des personnes réalisant des travaux de technique dentaire**

<sup>1</sup> Les personnes fournissant des prestations de technique dentaire aux assurés doivent satisfaire aux exigences suivantes:

- a) Direction responsable du laboratoire par une personne justifiant d'une formation reconnue en technique dentaire (en règle générale certificat fédéral de capacité ou formation équivalente);
- b) Remise d'un document confirmant que les exigences légales définies en matière de travaux de technique dentaire et d'infrastructure de laboratoire, notamment les dispositions de l'ODim, sont respectées (déclaration de conformité);
- c) Déclaration du pays de fabrication du dispositif sur mesure figurant sur le bulletin de livraison détaillé et usuel à la branche (y compris les données conformément à l'annexe 3 relative à l'ODim) selon la définition de l'annexe 1 de la présente convention qui sert de base à l'élaboration du document électronique attestant des prestations fournies selon les dispositions de l'annexe 6 de la présente convention;
- d) Respect des dispositions de la présente convention tarifaire.

<sup>2</sup> Tous les membres de l'ALPDS ainsi que les médecins-dentistes qui sont rattachés à la convention tarifaire des médecin-dentistes et qui dirigent leur propre laboratoire (laboratoire de cabinet dentaire avec des collaborateurs spécialisés) sont considérés comme des fournisseurs de prestations de technique dentaire selon la présente convention tarifaire.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de prestations de technique dentaire doivent payer une taxe pour les coûts liés à l'élaboration, à l'exécution et à l'actualisation de la convention. Les membres de l'ALPDS et de la convention tarifaire des médecins-dentistes sont exemptés du paiement de celle-ci. Les non-membres peuvent adhérer à la convention tarifaire contre paiement de frais d'entrée et d'une cotisation annuelle dont le montant est défini par la Commission tarifaire commune. La Commission tarifaire de technique dentaire (CT) rédige une liste (liste positive) de tous les laboratoires adhérents.

## **6. Dispositions particulières de l'assurance-invalidité**

<sup>1</sup> Les conditions de droit, la procédure relative à l'exécution du traitement technique dentaire et l'étendue de ce dernier sont définies sur la base des art. 12 à 14 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) ainsi que des directives applicables de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

<sup>2</sup> Les prestations ne peuvent être rémunérées par l'AI que si l'office AI compétent a émis une décision concernant le cas en question. Les prestations fournies doivent être exécutées dans le cadre de cette décision et limitées au volume requis par l'objectif du traitement. Si cet objectif s'avère hors de portée ou qu'on ne peut s'attendre à une amélioration suffisante, les prestations doivent être interrompues ou reportées en concertation avec l'office AI compétent.

<sup>3</sup> Les informations et documents nécessaires à l'octroi de prestations doivent être communiqués sans délai aux instances de l'AI (offices AI cantonaux, Centrale de compensation, OFAS).

<sup>4</sup> Les examens et traitements réalisés doivent être consignés pour chaque personne assurée de manière à ce que leur date, leur étendue et leur contenu puissent être indiqués clairement et vérifiés.

<sup>5</sup> Aucuns frais supplémentaires ne peuvent être facturés à la personne assurée pour des prestations fournies dans le cadre d'une décision de l'AI.

## **7. Droits et obligations de l'ALPDS**

<sup>1</sup> L'ALPDS est autorisée à publier directement sur son site Internet le navigateur tarifaire conçu par le SCTM conformément au point 8 al. 4 et/ou à renvoyer au site Internet de la CTM. Les parties règlent dans une convention séparée la mise à disposition du navigateur tarifaire par l'ALPDS aux fabricants de dispositifs sur mesure selon l'ODim.

## **8. Droits et obligations des assureurs**

<sup>1</sup> Les assureurs sont tenus d'appliquer de manière uniforme la présente convention avec tous les signataires (membres des différentes associations et signataires individuels).

<sup>2</sup> Il convient d'éviter les retards injustifiés dans le cadre du traitement des dossiers.

<sup>3</sup> Les assureurs informent les instances communes compétentes (CT, CQ) de l'adoption de nouvelles dispositions et directives légales.

<sup>4</sup> Le SCTM élabore gratuitement, en vue d'une publication sur le site Internet de la CTM, un «navigateur tarifaire» (application Internet disponible hors ligne) accessible aux partenaires tarifaires et aux personnes intéressées conformément à la loi sur la transparence (LTrans, RS 152.3) et permettant de consulter librement la nomenclature tarifaire selon la présente convention.

## **9. Garantie de prise en charge**

Les assureurs selon la LAA et la LAM prennent en charge aussi vite que possible les frais de traitement qu'ils doivent assumer. Concernant l'AI, les dispositions du point 6 de la présente convention s'appliquent. La facturation du laboratoire est réalisée par le médecin-dentiste. Pour les travaux pour lesquels aucune prise en charge n'a été garantie, il n'existe aucune obligation de paiement, à moins qu'il ne s'agisse de prestations prescrites par le médecin-dentiste traitant qui ne peuvent être reportées.

## **10. Décompte**

<sup>1</sup> La facture du laboratoire est adressée au médecin-dentiste. Le bulletin de livraison détaillé et usuel à la branche (cf. point 5 al. 1 let. c de la présente convention et point 16 al. 1 tiret 15 de la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire) doit contenir les renseignements suivants:

- a) Nom et adresse du fabricant (laboratoire)
- b) Données relatives aux patients
- c) Indication de la personne qui effectue la commande et de celle qui réalise le traitement
- d) Description du produit et numéro du mandat
- e) Confirmation que les produits satisfont aux directives de l'ODim (déclaration de conformité)
- f) Indication du pays de fabrication
- g) Devis séparé pour les travaux (position tarifaire) et les matériaux (s'il n'est pas indiqué dans une position tarifaire ainsi que mention du numéro de lot, du signe CE et du coût total de la fabrication (TVA comprise))

<sup>2</sup> Sont réputés travaux de technique dentaire réalisés en Suisse conformément à la présente convention tarifaire les dispositifs sur mesure qui satisfont aux exigences décrites dans l'annexe 1 de la présente convention.

<sup>3</sup> Le contrôle de la déclaration au cas par cas ainsi que le renseignement et l'adaptation des supports d'interprétation relèvent de la compétence de la Commission qualité de la technique dentaire (CQ).

<sup>4</sup> Concernant la présentation et la transmission au médecin-dentiste/fournisseurs de prestations du document attestant des prestations fournies, les points suivants sont réglés dans une convention séparée (annexe 6 de la présente convention tarifaire):

- a) Décompte des prestations structuré uniforme
- b) Documents supplémentaires à transmettre (annexe 6, point 5, al. 3 et 4)
- c) Transfert électronique des données
- d) Protection des données (loi fédérale sur la protection des données, LPD, 1992)

## **11. Rémunération**

<sup>1</sup> Les travaux de technique dentaire qui satisfont aux conditions préalables conformément à l'annexe 1 de la présente convention et qui sont donc réputés réalisés en Suisse sont rémunérés conformément aux tarifs appliqués en technique dentaire (annexe 5).

<sup>2</sup> Les travaux de technique dentaire effectués par des laboratoires suisses qui ne satisfont pas aux conditions préalables conformément à l'annexe 1 de la présente convention et qui ne sont donc pas réputés réalisés en Suisse sont rémunérés de la manière suivante:

- a) Etapes de production réalisées en Suisse: rémunération conformément aux tarifs appliqués (annexe 5).
- b) Etapes de production réalisées à l'étranger: montant équivalent aux coûts de production (somme facturée par l'entreprise étrangère). Leur montant doit correspondre au niveau des prix de chaque pays (cf. point 10.3).

<sup>3</sup> Concernant les travaux de technique dentaire effectués par des laboratoires étrangers, seuls les coûts de production sont rémunérés. Leur montant doit correspondre au niveau des prix de chaque pays (référence: dernières statistiques de l'OCDE/Eurostat<sup>1</sup>, éventuellement banque mondiale<sup>2</sup>). Afin que des travaux étrangers importés directement au sens de cet alinéa et de l'alinéa 2 (médecin-dentiste/laboratoire considéré comme importateur sur le plan de la TVA<sup>3</sup>), il convient par ailleurs de fournir le document attestant de l'importation correcte en Suisse (décision de taxation de l'administration des douanes pour la TVA ou déclaration d'engagement).

## **12. Interprétation du tarif**

Les parties conviennent que la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT) est habilitée à établir des règles contraignantes en matière d'interprétation du tarif.

## **13. Information des laboratoires**

Les membres sont informés des nouvelles conventions et décisions via les canaux d'information des deux associations. Les non-membres (signataires individuels) reçoivent un message séparé de la part du secrétariat de la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT).

## **14. Organisation**

<sup>1</sup> La mise en œuvre opérationnelle, l'actualisation et le développement de la présente convention et de ses annexes incombent aux instances suivantes:

- a) Commission tarifaire de la technique dentaire (CT)
- b) Commission qualité de la technique dentaire (CQ)

<sup>2</sup> L'organisation, les tâches et les compétences de la CT et de la CQ sont réglées dans les annexes correspondantes de la présente convention.

<sup>3</sup> Les parties signataires dédommagent elles-mêmes leurs représentants.

<sup>4</sup> Les coûts relatifs aux secrétariats des commissions sont saisis annuellement et approuvés sur décision de la commission correspondante. En principe, les secrétariats sont financés par les recettes issues des frais d'adhésion et les contributions des signataires individuels. Si nécessaire, la moitié du financement est assuré par les parties signataires.

<sup>5</sup> A la demande des parties signataires, le secrétariat de la CT assure l'élaboration, l'actualisation et l'envoi de la nomenclature tarifaire / du catalogue de prestations (versions papier/électronique).

## **15. Dispositions concernant les travaux de technique dentaire**

Les assureurs et l'ALPDS concluent une convention séparée relative à l'assurance qualité des prestations de technique dentaire (annexe 4 de la présente convention tarifaire).

<sup>1</sup> Cf. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CPL>

<sup>2</sup> Cf. <http://siteresources.worldbank.org/ICPINT/Resources/270056-1183395201801/Summary-of-Results-and-Findings-of-the-2011-International-Comparison-Program.pdf> (S. 40 ss.)

<sup>3</sup> Plus d'informations sur <http://www.ezv.admin.ch/dokumentation/04033/04713/index.html>, publication 52.25 «Lieu de la livraison et importateur lors d'importations».

## **16. Litiges**

Pour les litiges découlant de l'application de la présente convention entre l'une des entreprises rattachées à la convention en tant que membre d'une association ou que signataire individuel et un assureur, la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT) fait office d'instance de conciliation contractuelle. Ce point est réglé plus en détail dans l'annexe 3 de la présente convention.

## **17. For, droit applicable**

<sup>1</sup> Le for pour tout litige entre les parties concernant la présente convention est Berne. Le droit suisse s'applique.

<sup>2</sup> Si l'une des dispositions de la présente convention ou l'un de ses éléments selon le point 3 se révélait non valide ou caduc/caducue, la validité des autres dispositions n'en serait pas affectée. Les parties s'engagent à convenir d'une disposition valable remplaçant la disposition non valide ou caducue et s'approchant au maximum de cette dernière.

## **18. Entrée en vigueur, adaptation, résiliation**

<sup>1</sup> La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

<sup>2</sup> La présente convention peut être modifiée en tout temps par accord entre les parties sans résiliation préalable.

<sup>3</sup> La présente convention tarifaire peut être résiliée fin juin ou fin décembre de chaque année, dans le respect d'un préavis de douze mois.

<sup>4</sup> Les parties s'engagent à entamer immédiatement de nouvelles négociations après la résiliation de la convention. Si aucun accord n'est trouvé durant le délai de préavis, la présente convention tarifaire reste en vigueur provisoirement jusqu'à la conclusion d'une nouvelle, pour un an au plus.

### Annexes:

Annexe 1: Définition «Fabrication en Suisse»

Annexe 2: Convention relative à la valeur de point tarifaire

Annexe 3: Convention relative à la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT)

Annexe 4: Convention relative à l'assurance qualité

Annexe 5: Nomenclature tarifaire / catalogue de prestations

Annexe 6: Convention relative au décompte structuré des prestations et à la transmission électronique des données

Annexe 7: Convention relative aux cotisations des non-membres de l'ALPDS

Berne/Lucerne, le 3 mai 2017

**Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse (ALPDS)**

**Société suisse des médecins-dentistes SSO**

Le président  
Richard Scotolati

Membre du CC  
Renzo Trachsler

Le président  
Beat Wäckerle

Le secrétaire général  
Simon Gassmann

Expert Tarif ALPDS  
Marco V. Camin

**Office fédéral des assurances sociales OFAS  
Domaine Assurance-invalidité**

**Commission des tarifs médicaux LAA (CTM)**

Le vice-directeur  
Stefan Ritler

Le président  
Daniel Roscher

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas  
d'accidents (Suva)  
Division assurance militaire**

Le directeur  
Stefan A. Dettwiler